

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68 070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines

LA VANCELLE
BP 68
67730 La Vancelle

Références : 0006700403_2024_07_23_Rossmann_VIIC Echeances
Code AIOT : 0006700403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Rossmann produit du papier et du carton. Ses installations sont réglementées par l'arrêté

préfectoral du 15/04/2016.

Thème de l'inspection :

Respect des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Conditions de rejet dans l'eau	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Libre écoulement des cours d'eau	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Gestion des ouvrages de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Volume de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 4	Levée de mise en demeure
4	Débit minimum biologique	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 5	Prescription inadaptée article caduc
5	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite du 31/08/2023 l'exploitant a traité la non conformité liée aux rétentions. Concernant les constats réalisés au niveau de la continuité écologique de la Liepvrette, les non-conformités n'ont pas pu être imputées à l'exploitant. En effet, un courrier de Monsieur le Maire de Sainte Croix aux Mines daté du 6 mars 2024 indique que « *Le propriétaire de la vanne pilotant la prise d'eau de la Lièpvrette vers le canal est la commune de Sainte Croix aux Mines. La vanne sur la Goutte Saint Blaise est la propriété de l'entreprise* ».

Pour la Goutte Sainte Blaise, il est attendu que l'exploitant indique clairement qu'il n'utilisera plus l'eau provenant de cette rivière et que la vanne est condamnée et ne sera plus utilisée pour les besoins de la papeterie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Libre écoulement des cours d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.3 de l'arrêté ministériel du 10/09/2020 susvisé :« [...] Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent les dispositions des articles L214-17 et L214-18 ».

Constats :

Le respect de cette prescription concernait le cours d'eau "La Goutte Saint Blaise". Lors de la dernière visite du 31/08/2023, l'inspection avait constaté qu'une vanne faisait obstacle au bon écoulement du cours d'eau.

Le jour de la visite, la vanne était en position ouverte et l'eau circulait librement.

L'utilisation de la Goutte Saint Blaise est mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation de 2015 p 114 :

"L'eau utilisée sur le site ROSSMANN a pour origines :- le réseau communal, pour les besoins sanitaires et domestiques du personnel et la chaufferie,- le canal usinier alimenté par la rivière la Lièpvrette, pour les eaux industrielles nécessaires à la fabrication du papier et les eaux de refroidissement,- la rivière la Goutte utilisée uniquement en secours lors de travaux sur la Lièpvrette et éventuellement en complément pour les eaux de refroidissement."

L'alimentation par la Goutte Saint Blaise n'est pas mentionnée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2016 quand bien même elle était prévue dans le dossier d'autorisation. Par mail du 26/09/2024, l'exploitant a indiqué que la vanne située sur la goutte Saint Blaise ne sera plus manœuvrée pour les besoins de la papeterie.

L'exploitant a expliqué qu'il ne souhaitait pas démanteler cette vanne au vu des incertitudes concernant son utilité lors d'inondations.

Observations :

Aucun élément de preuve ne permet de s'assurer que cette vanne restera ouverte en utilisation normale. C'est pourquoi il est demandé à l'exploitant de lever le doute sur l'utilisation de cette vanne en cas d'inondation. Si elle présente une utilité, une procédure devra être mise en place avec les services compétents. A défaut, elle devra être démontée pour éviter toute fermeture accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Gestion des ouvrages de prélèvement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4 de l'Arrêté Ministériel du 11/09/2003 susvisé qui indique : « [...] Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.[...] ».

Constats :

Lors de la dernière visite du 31/08/2024, l'inspection avait constaté qu'il manquait dans la procédure le volet de protection de la ressource en eau superficielle, en particulier par rapport à la goutte Saint Blaise qui était en assec le jour de la visite.

La procédure intitulée "instruction d'entretien IT87.4-0018HSE_Entretien_vannes_Prise_Eau a été modifiée le 23/07/2024 et transmise par mail le 12/09/2024. Elle intégrait la Goutte Saint Blaise.

Par mail du 26/09/2024, l'exploitant a transmis une nouvelle procédure à jour indiquant la non utilisation de la goutte Saint Blaise.

Observation : En lien avec le point de contrôle précédent, si cette vanne a une réelle utilité lors d'inondations, l'exploitant assurera son entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Volume de prélèvement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8 de l'Arrêté Ministériel du 11/09/2003 susvisé qui précise : « Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du bénéficiaire. [...] ».</p>
<p>Constats : La précédente visite du 31/08/2023 ne concernait que le respect de la partie de prescription relative au dispositif de mesure ou d'évaluation du volume prélevé.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 12 septembre 2024 son calcul reliant le débit à l'entrée de l'usine par rapport à la hauteur d'eau.</p> <p>Le dispositif d'évaluation est basé sur le calcul suivant : débit = vitesse x section avec vitesse = distance/temps. Le temps correspond à la durée qu'effectue un flotteur entre 2 points, A et B, mesurée avec un chronomètre.</p> <p>A titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une hauteur de 0,59 mètres correspond à 0,134 m³/s ; - une hauteur de 0,73 mètres correspond à 0,281 m³/s. <p>En revanche, le jour de la visite, l'ouvrage n'était pas équipé de moyen d'évaluation approprié du volume prélevé.</p> <p>Par mail du 26/09/2024, l'exploitant a transmis une photo du dispositif d'évaluation mis en place depuis la présente visite. Il s'agit d'une réglette graduée située dans le canal à proximité de l'entrée de celui-ci dans la papeterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Débit minimum biologique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article L214-18 du code de l'environnement : « Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les</p>

<p>eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.[...] ».</p>
<p>Constats : Ce point de contrôle concernait la goutte Saint Blaise.</p> <p>Le jour de la visite, aucun ouvrage ne faisait obstruction au libre écoulement de l'eau. En revanche, la vanne est toujours présente mais en position haute.</p> <p>Par mail du 26/09/2024, l'exploitant a indiqué que cette vanne "ne sera plus manoeuvrée pour les besoins de la papeterie."</p> <p>Compte tenu de ces éléments, ce point de la mise en demeure est caduque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescription inadaptée</p>

N° 5 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Eau superficielle</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.7 de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020 susvisé : « I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats : Lors de la visite au niveau de la cour arrière du site, l'inspection a constaté que les contenants sont désormais stockés sur des rétentions. Par exemple, 2 IBC de 1000 L chacun sont disposés sur une rétention de 1100 litres (données affichées sur la rétention).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Conditions de rejet dans l'eau

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau superficielle</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.11 de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020 susvisé : «[...] La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C dans le cas général.[...] »</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 31/08/2023, l'exploitant avait présenté une analyse qui était considérée comme ancienne car elle datait du 06/07/2020. L'inspection n'était pas en mesure de s'assurer que la température du rejet était conforme.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a justifié l'absence de mesure de la température des eaux de refroidissement par une absence de prise en compte du laboratoire de la demande de l'exploitant. Un échange de mail entre le laboratoire et l'exploitant confirme cette situation.</p> <p>L'exploitant a sollicité un autre laboratoire qui viendra faire la mesure le 9 octobre 2024.</p> <p>Le contrat entre le laboratoire et l'exploitant a été transmis par mail.</p> <p>Il n'est pour le moment pas possible de statuer sur la conformité ou non de ce point.</p> <p>Compte tenu des démarches engagées et des délais associés, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade.</p> <p>Cette vérification de conformité sera effectuée dès que l'exploitant aura transmis les résultats de cette analyse à l'inspection.</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que cette mesure doit s'effectuer au point de rejet des eaux de refroidissement dans le canal avant dilution.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant qu'il transmette les résultats d'analyse de température des eaux de refroidissement à l'inspection des installations classées à réception de ceux-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" [...] Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan transmis par l'exploitant date de 1994. Il existe celui de 2014 contenu dans la demande d'autorisation de 2015.</p> <p>Après vérification, l'exploitant a mentionné dans son mail du 26/09/2024 que le plan de 2014 n'est plus à jour et a indiqué entre autres que "Par exemple le point de prise envisagé (contrôle des turbidités) n'existe plus."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre son plan des réseaux à jour en faisant figurer les éléments contenus dans la prescription contrôlée dont le point de mesure pour le rejet des eaux de refroidissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>